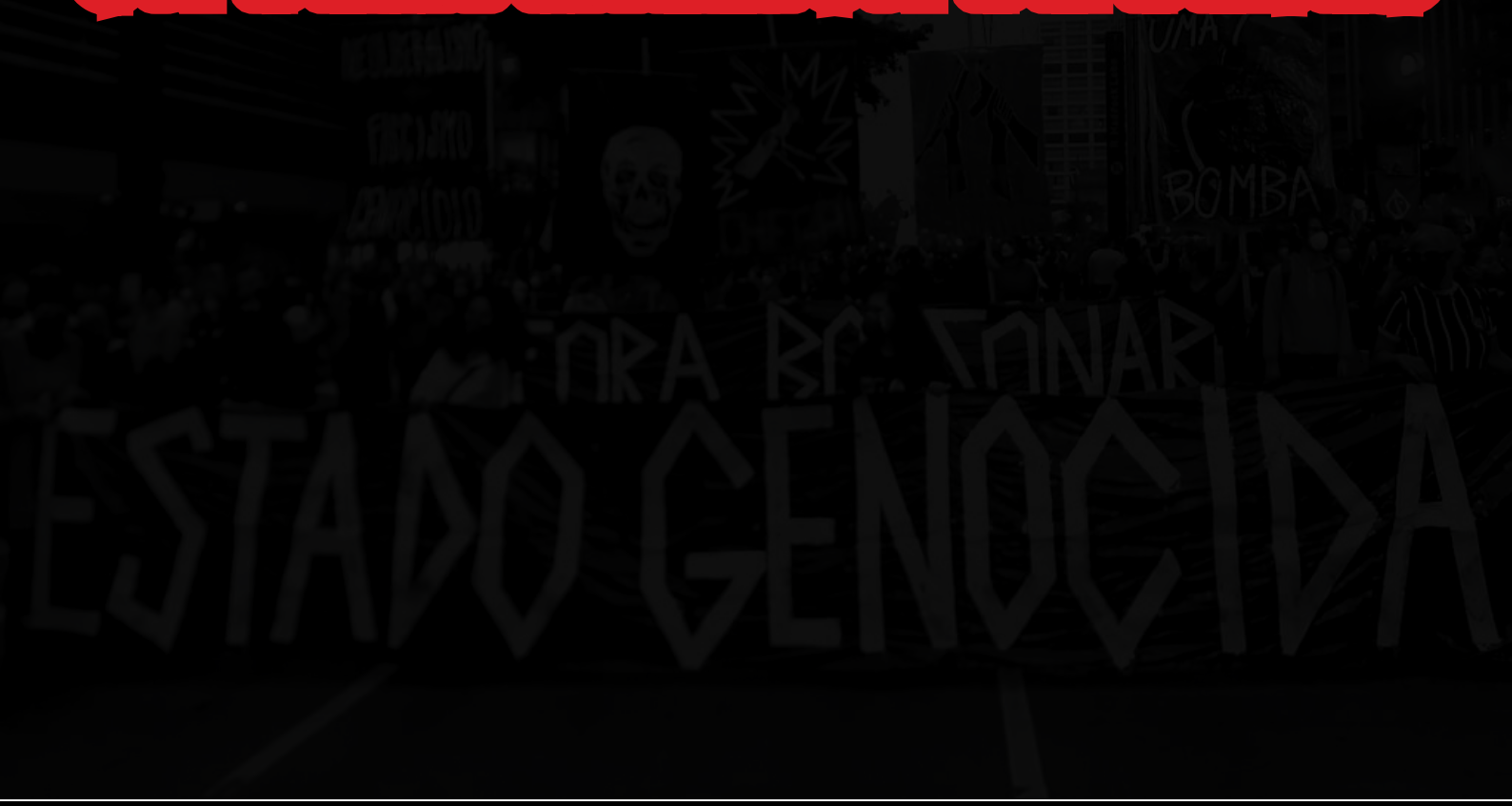
BULLETIN INTERNATIONAL RÉVOLUTION BRÉSILIENNE

Édition #13 Juin/2021

URC
UNIÃO RECONSTRUÇÃO COMUNISTA

Le Brésil a atteint la marque officielle de plus de 500000 personnes tuées par COVID-19 dans un scénario dans lequel le gouvernement de Jair Bolsonaro agit délibérément pour que rien ne soit fait pour combattre la pandémie. Face à la crise sanitaire, politique et économique dans laquelle notre pays est plongé, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour protester contre le gouvernement et sa politique génocidaire. 427 actes ont été enregistrés dans tout le territoire brésilien, qui ont rassemblé plus de 750000 étudiants, travailleurs, syndicalistes, jeunes, retraités et patriotes pour lutter pour le renversement de ce gouvernement soutenu par les militaires, par la lâcheté des parlementaires et par la bourgeoisie qui profite plus que jamais de cette tragédie. Même avec la Commission d'Enquête Parlementaire (CPI) de COVID au Sénat prouvant les différents crimes du gouvernement pendant la pandémie, il y a encore ceux qui préfèrent quitter Bolsonaro pour 2022, quand les prochaines élections présidentielles auront lieu. Les opportunistes et révisionnistes tentent de limiter la juste manifestation des masses contre le gouvernement pour profiter des élections, tandis que les morts augmentent. Il faut soutenir les manifestations et dénoncer de plus en plus les intérêts derrière la figure du président et le génocide en cours au Brésil.

UN DEMI-MILLION DE DÉCÈS



Au Brésil, 2020 a été une autre année marquée par la répression et la violence dans la campagne

Les informations quotidiennes nous montrent l'extension considérable des conflits et de la violence dans la campagne. Cette année, l'arrestation illégale de quatre paysans à Rondônia et la répression de l'appareil de l'État contre la Ligue des Paysans Pauvres (LCP), en plus des attaques de garimpeiros (orpailleurs ; chercheurs d'or) contre les peuples indigènes mondukurus et yanomamis, ont été parmi les exemples évidents de la recrudescence de la répression et de la violence du latifundium, en collusion des forces gouvernementales et des forces armées, qui a fait de 2020 une année marquée par l'augmentation des conflits.

Selon le rapport « Conflits dans la campagne 2020 », organisé par le Centre de Documentation de la Commission Pastorale de la Terre – Dom Tomás Balduino (Cedoc), l'année dernière, il y a eu 2.054 cas de conflits dans la campagne, impliquant près d'un million de personnes. En outre, il y a eu 1.576 cas de conflits par terre, ce qui équivaut à une moyenne quotidienne de 4,31 conflits, impliquant 171.625 familles brésiliennes, dans un contexte grave de la pandémie. Ces chiffres sont les plus élevés jamais enregistrés : au moins 81.225 familles ont eu leurs terres et territoires envahis en 2020.

Les nombres de conflits par terre et d'invasions de terres des paysans, des quilombolas et des indigènes ont enregistré des records de la série historique commencée par la CPT depuis 1985. 91144 personnes ont été impliquées dans la lutte pour la terre en 2020.

Les conflits pour l'eau ont également enregistré un nombre record de meurtres, étant donné qu'une courbe ascendante est indiquée dans les événements de la dernière décennie. Ces meurtres ont été recensés dans le massacre de la Rivière Abacaxis en août 2020, partie d'un conflit impliquant le tourisme de la pêche sportive, le garimpo irrégulier, le trafic de drogue et l'utilisation d'armes à feu, dans un contexte où les communautés locales sont menacées.

Les peuples indigènes sont de plus en plus souvent victimes de la violence. En outre, sept indigènes ont été assassinés en 2020 et les populations originaires représentent également un pourcentage important du nombre de victimes de menaces de mort. Le nombre de familles indigènes qui ont vu leurs terres envahies a doublé, passant de 40.042 en 2019 à 81.225 en 2020.

Bien sûr, cela s'explique par l'offensive en cours contre les territoires délimités parrainée par le gouvernement Bolsonaro. La suspension de l'homologation des terres indigènes et les mesures prises par les organismes gouvernementaux ont favorisé les conflits dans les zones autochtones, encourageant largement la déforestation et les incendies criminels.

La recherche indique également que dans la dernière décennie, le machisme et la misogynie ont également été des facteurs présents dans la répression à la lutte paysanne. Selon la CPT, « en dix ans, 446 femmes ont été menacées de mort, comme des paysannes (90), des quilombolas (60) et des travailleuses sans terre (49) regroupant le plus grand nombre de personnes menacées. Il y a eu 37 viols en une décennie, les principales victimes étaient les femmes quilombolas et les femmes autochtones. Trente de ces viols ont été commis contre des enfants et des adolescents de la communauté quilombola Kalunga, dans l'état de Goiás. Ceux impliqués dans ces viols étaient des fermiers, des garimpeiros, des législateurs, des hommes d'affaires. Au cours des dix dernières années, 98 femmes ont été emprisonnées dans des conflits liés à l'eau, à la campagne et aux forêts. Les prisons ont été déterminées surtout pour les femmes sans terre (66 du total) ».

Les chiffres de la recherche confirment une fois de plus que la campagne est une tranchée fondamentale des luttes du peuple brésilien, qui se trouve dans la conjoncture actuelle avec l'avancée réactionnaire des classes dominantes, sous le gouvernement Bolsonaro et les militaires, en créant les conditions pour que le latifundium et la bourgeoisie bureaucratique amplifient de plus en plus la surexploitation des travailleurs de la campagne et de la ville pour répondre aux intérêts des impérialistes. Face à cette situation, il est urgent d'élargir la solidarité et le soutien à tous les mouvements de lutte pour la terre.

La copa América au Brésil de la pandémie

Après avoir vu la Copa América sans pays siège, après l'abandon de la Colombie et de l'Argentine, et de l'absence d'autres pays comme le Chili, est resté l'entité qui domine le football sud-américain, faire appel à son partenaire mineur, la Confédération Brésilienne de Football (CBF) et s'appuyer sur le négationnisme du gouvernement Bolsonaro pour tenir le inutile tournoi sur les terres brésiliennes.

Une des raisons pour amener la Copa América au Brésil, en plus de la permissivité des autorités, a été le fait que le pays possède plusieurs stades de la Coupe du Monde oisifs, comme le Mané Garrincha à Brasilia, l'Arène de l'Amazonie, l'Arena Pernambuco et l'Arena das Dunas à Natal. La consultation de la Conmebol a été accueillie positivement par le gouvernement et donc la tenue du tournoi a été confirmée.

Après le refus de certains États de recevoir le tournoi, le ministre en chef de la Maison Civile du président Jair Bolsonaro, le général Luiz Eduardo Ramos, a informé par Twitter que la Copa América se tiendra à Cuiabá; à Goiás; à Brasilia; et dans la ville de Rio de Janeiro.

Compte tenu du retard pris par le processus de vaccination et de l'action délibérée du Ministère de la Santé et du président, comme en témoignent les faits et les discussions en cours au sein de la Commission d'Enquête Parlementaire (CPI) de Covid au Sénat, moins d'un quart des Brésiliens ont reçu la première dose de vaccin contre le nouveau coronavirus; et la deuxième dose a été appliquée dans seulement 10% de la population.

En plus de l'absurdité politique autour du Brésil accueillir le tournoi, « l'exigence » du gouvernement de suivre tous ces « protocoles sanitaires » est risible. Le football brésilien a repris ses activités l'année dernière, après quelques mois de paralysie au début de la pandémie. Même s'ils ont suivi ces protocoles, les informations ont montré le manque de sécurité pour les activités. Il y a eu de nombreux cas de Covid-19 dans les clubs de football, qui ont dû tenir les matchs même avec plusieurs joueurs contaminés.

Une recherche menée par l'Université fédérale de Paraíba (UFPB) sur les cas de COVID-19 pendant le Championnat Brésilien de 2020 démontre l'inefficacité des protocoles de la Confédération Brésilienne de Football (CBF) : 48 % des joueurs de la Série A ont été infectés par la maladie. La recherche a été menée avec 625 joueurs de 20 clubs, âgés en moyenne de 25 ans. Au total, 302 athlètes ont été testés positifs à l'examen RT-PCR effectué par les clubs.

Selon le virologue Marcelo Moreno, chercheur au Département de Physiologie et de Pathologie de l'UFPB, l'étude montre que le risque de contamination par le virus, par rapport à la population générale, est 13 fois plus élevé pour les joueurs de football.

Il est clair que la réalisation de la Copa América ne répond qu'à deux intérêts : la garantie des contrats et des profits de la Conmebol et de la CBF, qui vient d'avoir son président accusé de harcèlement sexuel et moral ; et la tentative du gouvernement Bolsonaro de détourner l'attention de la population des problèmes fondamentaux de la crise politique, sanitaire et sociale dans laquelle le pays est plongé, pour sauver sa popularité de plus en plus en baisse.

C'est pourquoi la Copa América au Brésil est totalement inacceptable et nous devons lutter contre cela.

Il n'est pas et ne sera pas la dernière fois que le peuple brésilien doit se lever contre les événements sportifs réalisés contre leurs intérêts. Au moment de l'annonce de la Coupe du Monde de football et des Jeux Olympiques dans notre pays, des comités populaires ont été créés pour articuler les luttes contre leur réalisation et dénoncer toutes les violations des droits, qui servent à répondre aux exigences de la FIFA et du CIO.

La défense urgente et nécessaire des Correios contre la privatisation

L'ECT (Société Brésilienne des Postes et Télégraphes), populairement connue sous le nom de Correios, est l'un des biens les plus précieux du peuple brésilien, créé pour remplir l'obligation de l'État de veiller à ce que les services postaux soient offerts sur tout le territoire national, pour tous les Brésiliens. Présente dans 556 municipalités brésiliennes (99,75%), les Correios ont livré en 2019 par jour plus de 21,7 millions d'objets postaux, plus de 1,3 million de colis, plus de 18,5 millions de messages et plus de 1,9 million d'autres objets. Pour cela, la Société compte 99,5 mille employés, la plupart des postiers (53,5 mille) et des préposés (19 mille) qui travaillent héroïquement pour réaliser ces services, proportionnels à la taille de notre pays.

Les Correios ont le monopole de traiter les lettres, les cartes postales et les colis de correspondance afin de garantir que le droit d'accès à ces services dépasse le profit et les besoins du marché. En dehors des services monopolisés, les Correios travaillent aussi avec des colis (ceux du commerce virtuel, par exemple), marketing direct, logistique, services de commodité (tels que l'émission de CPF et DPVAT), des services financiers (par l'intermédiaire de la Banque Postale), services internationaux et logistique pour le gouvernement (comme la distribution d'intrants médicaux pour le Système Unique de Santé et de matériel didactique et de preuves de l'ENEM pour le Ministère de l'Éducation).

Pour accomplir ce travail essentiel, les travailleurs des Correios sont confrontés à une série de difficultés. Les plans de licenciement successifs et l'absence d'embauche de nouveaux fonctionnaires, la réduction des droits du travail et la rupture des accords conclus avec les travailleurs, la fermeture d'agences propres à privilégier les agences privées franchisées, le sous-financement de l'État et les pertes budgétaires, causées par les bureaucrates parasites en alliance avec les étrangers, détériorent l'entreprise et surchargent les fonctionnaires, ce qui empire la qualité du service que l'entreprise offre au peuple, suivant la vieille feuille de route de dégrader le service jusqu'au point où il est impossible de son fonctionnement normal pour ensuite le livrer à l'intérêt privé.

L'offensive impérialiste américaine qui pousse à la privatisation d'entreprises comme les Correios, dans toute l'Amérique latine, se produit depuis la fin des années 80 à travers la politique économique néolibérale, en regardant l'immense profit que représenterait la décentralisation des services postaux, dans l'espoir de trouver une destination pour le capital financier et de s'assurer que les ressources les plus importantes de la région restent sous contrôle impérialiste, permettant ainsi à des entreprises étrangères de prendre les parts les plus rentables du marché national, en élevant les prix pour garantir les bénéfices en dollar et en abandonnant les régions peu rentables à leur propre sort. Les exemples de ces privatisations sont nombreux : la population des villes de Brumadinho et de Mariana peut parler de la Vale do Rio Doce, le prix et la qualité des services de télécommunications peuvent parler de la Telebrás, l'état des lignes ferroviaires peut parler de la RFFSA, le prix de la bouteille de gaz peut parler de la Liquigás, le prix des combustibles peut parler de l'offensive privatiste sur la Petrobras, et ainsi de suite... Il n'y a pas eu et il n'y aura jamais de privatisation qui améliore les prix et la qualité des services, ni qui ait développé nos forces productives au niveau des pays capitalistes impérialistes.

L'intérêt des grandes entreprises étrangères à monopoliser les zones les plus rentables et à abandonner les zones les moins rentables remplacera un système national intégré par un système décentralisé où chaque entreprise a l'autonomie de travailler différemment. Nous allons perdre la capacité d'exécuter une opération logistique nationale coordonnée, en prenant en compte le travail simultané de plusieurs opérateurs indépendants et non coordonnés pour garantir les services que l'État lui-même est tenu d'offrir à tous les Brésiliens. Le nombre croissant d'opérateurs privés indépendants ouvre le système de sécurité à toute personne intéressée par les informations circulant dans le système postal, une grave menace pour la souveraineté nationale qui fait partie des objectifs des pays impérialistes comme les États-Unis.

En 2020, les attaques contre les Correios ont réuni les plus grandes représentations syndicales des travailleurs de l'entreprise, Fentect et Findect, dans un mouvement combatif de grève qui a mobilisé la plupart des travailleurs et a défini un calendrier des combats pour mener la résistance à l'offensive privatiste.

ARRÊTER LA RÉGRESSION SOCIALE, CONQUÉRIR UNE VIE DIGNE

Les jeunes Brésiliens, il y a environ trente ans, en cherchant un emploi, en général, le pouvaient. S'ils avaient une scolarité raisonnable, ils trouveraient un emploi à salaire fixe et certains droits du travail.

Depuis quelque temps, même avec une bonne scolarité, les jeunes sont contraints d'accepter des sous-emplois, pratiquement sans droits.

Nous ne voulons pas dire par là que tout allait bien pour les travailleurs jusqu'aux années 80. Il y avait beaucoup de problèmes, l'analphabétisme était beaucoup plus grand et l'accès général aux services d'éducation et de santé était beaucoup moins fréquent. Cependant, les avancées qui ont eu lieu de là-bas n'ont pas vraiment affecté la réalité des travailleurs et, à bien des égards, nous avons régressé. Mas pourquoi ?

Le progrès technologique a signifié des journées plus importantes et plus intenses pour les travailleurs et non l'inverse, comme cela aurait pu être le cas. La législation du travail protégeant les travailleurs est en train d'être supprimée. D'un système d'éducation en grande partie précarisé, privatisé et tourné vers les intérêts de la bourgeoisie, les jeunes prolétaires ne peuvent participer que partiellement, car encore des enfants ont besoin de diviser le temps des études par des journées de travail, qu'elles soient domestiques ou non.

L'accès aux services de santé est également assez partiel pour la classe ouvrière, car les gens de notre classe ne cherchent généralement ce service que lorsqu'ils sont déjà malades et parce que les conditions de vie que nous avons favorisent la maladie et non sa prévention. Là aussi, il y a une régression énorme. Le traitement du coronavirus par les gouvernements est là pour le démontrer.

Le Système Unique de Santé (SUS), conquête importante des luttes populaires dans notre pays, souffre depuis sa création avec le boycott de la part des gouvernements qui cherchent à pousser les gens vers les groupes privés de santé. Sans le SUS et le dévouement de ses travailleurs, la partie la plus pauvre du peuple n'aurait aucun soin de santé.

Ne nous attardons pas ici à décrire tant de reculs dans le domaine de la culture, des loisirs, des transports publics et dans tant d'autres domaines, essentiels pour une vie saine. Une partie considérable du peuple brésilien n'y a tout simplement pas accès. Pourquoi ?

Les réponses que nous donnons à ces pourquoi dépendent de la solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Comme nous avons déjà eu l'occasion d'écrire ici même, certains naturalisent la tragédie sociale en rejetant la faute sur les personnes qui les souffri-

raient de leur propre incapacité. D'autres croient à l'aspect surnaturel de cette tragédie et placent l'espoir d'une réconciliation de l'être humain avec le divin. Nous ne devons pas non plus oublier le rôle de l'Académie dans ce processus de justification des reculs enregistrés au cours des dernières décennies. On a beaucoup écrit et on écrit encore sur la fin de la « centralité du travail » dans le processus productif, sur la fin du « compromis fordiste » et ainsi de suite.

Nous pensons autrement et nous pensons que ce qui a déclenché les énormes reculs sociaux a été une inversion de la relation des forces politiques et sociales en faveur de la bourgeoisie, comme nous l'avons déjà noté.

« A la fin du XXe siècle, la victoire de la contre-révolution capitaliste marque la fin du bloc socialiste. Un tel fait fut célébré par la bourgeoisie et fut annoncé la fin de la lutte des classes ; la fin des idéologies ; ou même la fin de l'Histoire ! Selon les partisans de ce nouvel ordre mondial, y compris une partie importante de la gauche, nous entrerions dans une ère de paix et de progrès. Rien de tout cela ne s'est produit et les conséquences ne se sont pas fait attendre ».

Henri Aleg a décrit une partie de ces conséquences dans « Le Grand Saut en Arrière », affirmant que dans l'ex-URSS, en peu de temps, l'espérance de vie a chuté de dix ans. La malnutrition, dans un monde qui produit de plus en plus de nourriture, menace une bonne partie de l'humanité. Plus de la moitié du peuple brésilien risque de mourir de faim, mais les privatisations et les atteintes aux droits des travailleurs se poursuivent. L'aide d'urgence a été réduite et l'argent public, pour la plupart, est destiné à payer des intérêts aux spéculateurs qui prêtent au gouvernement, sous les applaudissements de beaucoup.

Il ressort de ce qui a été dit jusqu'ici que, si le capitalisme a eu un visage plus humain au cours du Xxe siècle, ce n'est pas par ses mérites propres, mais parce qu'il y a été contraint par un fort mouvement communiste international, qui a organisé des partis révolutionnaires dans chaque pays, pour mener la révolution. La bourgeoisie à cette époque a dû céder ses bagues pour ne pas perdre ses doigts, mais quand elle s'est libérée de cette contrainte, elle essaie de récupérer tout ce qu'elle a cédé.

C'est précisément cette profonde régression sociale qui a obligé le prolétariat de tous les pays et les autres couches exploitées du peuple à développer des luttes héroïques, comme cela a été le cas dans les années 90 et depuis lors. Les luttes contre la fin des droits du travail, contre les privatisations et les dénationalisations, contre les occupations et les interventions impérialistes, contre les menaces et les ingérences sur la souveraineté des peuples.

En 2019, dans le sillage de cette résistance, nous avons connu de véritables soulèvements au Chili et en Équateur. L'année dernière, le prolétariat indien a organisé une grève générale avec beaucoup de répercussions. Cette année, c'était au tour du peuple paraguayen de s'élever contre l'oligarchie qui dirige le pays, comme c'est le cas en Haïti. Ces jours-ci, le peuple colombien s'est lui aussi levé contre un paquet gouvernemental qui aggraverait encore ses conditions déjà précaires.

Au Brésil, nous avons également développé une résistance importante contre la fin de la retraite pour les travailleurs, qui est la conséquence pratique des réformes en cours dans notre pays.

Nous devons saluer et soutenir de toutes nos forces ces luttes. Mais, à notre avis, elles se heurtent encore à la limite d'être des luttes défensives, déconnectées de la lutte pour la révolution qui place la possibilité de changements structurels qui, en fait, améliorent les conditions de vie de la majorité du peuple. Ces luttes se heurtent à la domestication de plusieurs partis dits communistes, à la politique des partis réformistes qui décourage les travailleurs, les désorganise, rabaisse leur niveau de conscience et au rôle réconciliateur des centrales syndicales.

Aujourd'hui, les révolutionnaires ont devant eux le défi de reconstruire leur parti, et avec les secteurs patriotiques de la société brésilienne, développer la lutte de résistance contre les attaques que nous avons subies, en la liant à la lutte pour la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, pour la réforme agraire, pour un salaire égal à travail égal, pour la nationalisation des banques et des autres monopoles. Sans ces mesures, il ne sera pas possible de réorganiser l'économie pour répondre aux besoins populaires.

Les Brésiliennes et les Brésiliens qui vivront pour voir les deux cents ans de l'indépendance de notre patrie doivent s'engager à lutter pour la deuxième et définitive indépendance, en honorant la mémoire des Brésiliens qui se sont battus à d'autres époques pour que nous ayons une vie digne, plusieurs avec le sacrifice de leur propre vie. Soyons dignes de cette histoire.

ÉDITORIAL PUBLIÉ DANS L'ÉDITION Nº 03 DU JOURNAL RUMOS DA LUTA